



CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires

Lundi 3 février 2025

À la « fronde des patrons », opposons l'union de nos colères !

Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe LVMH, l'homme le plus riche de France et l'un des plus riches de la planète, a sans vergogne mis en scène ses pleurnicheries : milliardaire écrasé par l'impôt, il n'aurait d'autre choix que de délocaliser le « made in France ». Tous les PDG du CAC 40 lui ont aussitôt emboîté le pas pour dénoncer les taxes et les « contraintes ». Leur modèle est outre-Atlantique, où souffle selon eux « un vent d'optimisme », sous l'égide du gouvernement d'extrême droite Trump-Musk, puisque les vannes de l'argent public sont grandes ouvertes... pour arroser les capitalistes.

Bayrou et Bardella, serviteurs des patrons

En France comme aux États-Unis, s'ils veulent tailler dans le vif les dépenses publiques, c'est pour permettre à ces ultra-riches de rafler toujours plus la mise. Moins de services publics, de budgets sociaux, si insuffisants soient-ils : tout pour eux. Plus question de normes sanitaires ou environnementales : ils s'arrogent le droit de continuer à nous empoisonner à coups de polluants éternels et de détruire la planète.

Bayrou s'efforce de démontrer qu'il est le meilleur serviteur des classes possédantes. Quitte à utiliser à nouveau le 49.3 pour imposer son budget qui coupe toutes les dépenses sociales, de santé, d'éducation, de retraite, et continuer à transférer des milliards aux patrons et aux gros actionnaires.

Se plaçant sur le même terrain, Bardella s'est livré à une vibrante défense des « *capitaines d'industrie français* », « *écrasés sous une fiscalité étouffante* », lors de son meeting du 1^{er} février. Une manière de se positionner en futur chef de gouvernement auprès des milieux d'affaires. Après Trump-Musk aux États-Unis, un gouvernement Bardella-Arnault en France ? Un gouvernement au service des patrons, déclarant une guerre totale au monde du travail.

Les capitalistes sont les seuls fauteurs de chômage et de misère

Le ministère du Travail a annoncé l'augmentation brutale du chômage en France : 3,5 % de plus en 2024. Au total, plus de 6,2 millions de personnes sont en manque d'emploi dans le pays, toutes catégories de chômeurs confondues. Pas étonnant vu la liste de plans de licenciement, de fermetures d'entreprises qui s'allonge tous les jours. Près de 300 000 emplois sont

actuellement menacés ou supprimés. Mais, dans le même temps, les grands groupes du CAC 40 qui sont les responsables de ces licenciements, les Carrefour, Auchan, Stellantis, Michelin, TotalEnergies et bien d'autres, dépassent leurs records : près de 100 milliards d'euros ont été versés à leurs actionnaires en 2024.

Alors que les conditions pour toucher des allocations de chômage sont toujours plus restrictives, ces licenciements condamnent bien des familles à la misère. Pour les plus grands profits de ces exploiters, les travailleurs et travailleuses privés d'emploi peuvent maintenant se voir imposer 15 heures de travail gratuit par mois.

Face au pôle des milliardaires, il faut un pôle des salariés en lutte

Non contents de ruiner des vies et d'être les seuls responsables de la crise sociale actuelle, ils sèment la haine et la division parmi les plus exploités, pour mieux masquer leurs responsabilités.

Qu'il s'agisse du gouvernement, avec ses déclarations sur la « submersion migratoire », ou de l'internationale de l'extrême droite dont Musk est à la tête, ils ont un même but : faire monter le racisme pour nous détourner du chemin des luttes sociales. Ces luttes, elles existent pourtant, mais en ordre dispersé. Des luttes pour les salaires, à l'occasion des négociations annuelles obligatoires (NAO), parce que nous voulons vivre, et pas seulement survivre. Des luttes contre les licenciements, comme à Michelin à Cholet, ou dans d'autres entreprises menacées.

C'est bien là que se situe le pôle qui seul serait capable de s'opposer au pôle des milliardaires.

Augmentez les salaires, pas les millionnaires !

De Meo a presque doublé sa rémunération en 2024 et approche les 10 millions d'euros sur un an. Mais ce n'est pas le seul : en 15 ans, les salaires des 10 plus hauts cadres sont passés de 30 000€ (c'est déjà confortable) à 200 000€ par mois. 40 fois plus que la moyenne des salariés.

Nous, on veut 400€ par mois pour tout le monde, qu'ils ne viennent pas nous dire qu'il n'y a pas d'argent. On en parle aux NAO ?

Cadeau de départ

Le DRH François Roger et le directeur financier Renault Thierry Piéton ont quitté le groupe il y a 2 semaines. L'un s'est fait jeter, l'autre s'est fait acheter par un géant des technologies médicales, mais aucun des deux n'est parti les mains vides ! Ils avaient eu le temps de préparer leur sortie : début janvier, ils ont vendu des actions Renault pour un montant de 370 000€ chacun.

On a rarement vu un DRH aussi bienveillant et un directeur financier aussi généreux !

Un conseil de cybersécurité

Alerte sécurité, le président veut nous arnaquer ! Pas en nous imposant un accord triennal immonde, mais par des mails soi-disant confidentiels. Renault aurait été ciblée par des « brouteurs ». Attention, si un dirigeant vous écrit un mail sympa, c'est de l'arnaque !

Comment reconnaître un authentique message de la direction : elle vous demandera de vous serrer la ceinture et de renoncer à vos congés, pour combattre les normes européennes et les concurrents chinois !

A la SOVAB : l'ABC de l'exploitation capitaliste

La direction de l'usine d'utilitaires de Batilly a annoncé qu'elle allait mettre à la porte 740 intérimaires (sur un peu plus de 1000, dans cette usine de 3000 salariés). Elle prétexte une baisse des ventes l'an passé et prévoit de réduire la production de 13% en 2025. Sauf que si 740 intérimaires en mois, ça représente 1/4 des effectifs du site en moins. Et sur les chaînes de montage, ce sera encore pire.

Le chômage pour les uns, les cadences pour les autres, et les profits pour les actionnaires.

Fondeurs, pas chômeurs

Plus d'un millier de personnes ont manifesté la semaine dernière à Hennebont, contre la fermeture de la Fonderie De Bretagne, placée en liquidation judiciaire. Pour faire des économies, Renault veut se débarrasser de ce sous-traitant qui dépend essentiellement des commandes du groupe, quitte à laisser des centaines de familles sur le carreau.

Les syndicats et la direction du site essaient de trouver un repreneur et interpellent le gouvernement, mais seul un rapport de force leur permettra de faire

pression sur les patrons ou l'Etat. C'est la voie ouverte par les salariés de Michelin en lutte à Vannes et à Cholet. Contre les licenciements, il faut se battre tous ensemble !

Forvia Méru en grève contre les licenciements

A Méru (Oise), lundi 3 février, le site de R&D de Forvia (planche de bord et panneau de porte), était en grève contre un plan de licenciement de 110 salariés et les miettes que leur propose leur direction.

Les 170 grévistes, techniciens et ingénieurs, se sont réunis en assemblée générale devant les grilles de l'entreprise. Ils sont allés en cortège voir le site de production Forvia de l'autre côté de la rue. Beaucoup sont conscients qu'il va falloir trouver un maximum d'alliés pour se faire entendre.

Bardella déclare (encore) sa flamme au patronat

En juin dernier, juste avant les législatives, on l'avait vu s'aplatir devant le patronat et renvoyer l'annulation de la réforme des retraites aux calendes grecques. Jordan Bardella, le chef du RN, a récidivé ce week-end en déclarant son amour des grandes entreprises et en faisant huer la CGT. Tout ça pour appeler à soutenir les patrons français qui soi-disant créent des emplois. Et donc il faut leur donner plus de subventions et leur imposer moins de règles ?

On dirait du Macron, le racisme en plus.

Éducation nationale : coupes dans la culture

Jeudi 30 janvier, le ministère a informé les chefs d'établissement que le dispositif « Pass Culture » serait gelé du jour au lendemain. Ce système permettait de financer de nombreuses sorties et projets culturels. Pour les acteurs de la culture, l'inquiétude grandit, après les coupes budgétaires déjà prévues par les régions et les départements.

Le gouvernement trouve que 71 millions d'euros pour la culture des jeunes, c'est trop. Un chiffre à comparer aux 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales payées par l'État à la place des patrons. Les enfants de bourgeois n'auront pas de souci pour avoir accès à la culture. Mais les autres...

Les fonctionnaires dans le viseur

Le projet de loi des Finances maintient le gel du point d'indice des fonctionnaires et l'abaissement à 90 % (au lieu de 100 %) de leur indemnisation en cas d'arrêt maladie. De quoi les décourager de se mettre en arrêt... pour aller travailler en étant malade ?

Les syndicats se sont dits « surpris », comme si on pouvait faire confiance aux déclarations des ministres sur le « dialogue social ». La seule concession du gouvernement est l'abandon des trois jours de carence en cas d'arrêt maladie. Une concession arrachée au prix d'une journée de grève massive en décembre dernier. La voie à suivre.